

Affaires courantes

[Français]

LE RÉGIME DE RETRAITE DU CANADIEN NATIONAL

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer une pétition, signée par des centaines de retraités, recueillie par l'Association des retraités du Canadien National, le *CN Pensioners Association*. Ils disent, monsieur le Président, qu'un sous-comité parlementaire comprenant tous les partis a été formé par ordonnance le 17 avril 1985 pour étudier les aspects du régime de retraite du Canadien National.

Donc, monsieur le Président, ils demandent au Parlement de présenter un projet de loi ordonnant à la compagnie de chemins de fer Canadien National de se conformer immédiatement à toutes les recommandations de ce comité sur les pensions.

[Traduction]

VIA RAIL

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, j'ai une deuxième pétition à déposer. Les pétitionnaires signalent que le service voyageurs qu'assure VIA Rail au Canada depuis plus de 100 ans est indispensable pour nombre de Canadiens et qu'il est insensé de réduire son financement, comme le gouvernement conservateur l'a fait.

Les pétitionnaires font observer que le service voyageurs national risque d'en souffrir gravement. Ils prient donc le Parlement de préserver le réseau VIA actuel, de moderniser l'équipement de VIA et de lui garantir le soutien nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de son mandat qui est d'offrir un service voyageurs.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter l'une des centaines de pétitions que j'ai reçues d'électeurs de la ville de Vancouver, de même que de la municipalité de Burnaby au sujet de la taxe sur les produits et services que propose le ministre des Finances.

Les pétitionnaires font remarquer que c'est une taxe injuste et régressive parce qu'elle ne tient aucun compte de la capacité de payer des contribuables. Ils signalent que le gouvernement voudrait désormais imposer les publications, les coupes de cheveux, les couches pour bébés, les cercueils et les combustibles de maison.

Ils prient le gouvernement de rejeter le projet de taxe sur les produits et services et de réformer le régime fiscal fédéral de façon à prévoir un véritable impôt minimum pour les particuliers et les sociétés riches et un système vraiment progressiste, au lieu de cette taxe sur les produits et services destructrice et régressive.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je présente une pétition signée par de nombreux habitants de la région de Toronto, en Ontario.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de contester l'application de la taxe sur les produits et services aux livres, journaux, revues et périodiques.

Ce qui m'étonne, si je puis dire, c'est qu'aucun député torontois d'en face ne présente des pétitions semblables. On ne peut que supposer que leurs électeurs sont tellement renversés de constater que leurs députés appuient cette taxe qu'ils s'adressent à nous pour déposer leurs pétitions à la Chambre.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai le devoir de déposer une pétition signée par plusieurs Canadiens. Elle porte sur la taxation des livres, des magazines et des journaux décidée par le gouvernement, une décision qui équivaut à taxer l'instruction.

C'est pourtant la clef de voûte de la démocratie, de la culture et de l'enseignement, une chose qui nous donne une population plus instruite. C'est une erreur, selon ces pétitionnaires, de taxer les livres, les magazines et les journaux des Canadiens.

• (1530)

[Français]

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le Président, j'ai l'honneur, aujourd'hui, de présenter une pétition concernant la TPS sur les livres, les revues ainsi que sur les magazines et les journaux. Je trouve cela abominable que le gouvernement n'encourage pas l'éducation, la littérature, les bibliothèques, la lecture, les langues du patrimoine, les deux langues officielles et n'encourage pas les gens à apprendre davantage en coupant, effectivement, de 7 p. 100 le budget disponible du public, en imposant cette taxe appelée TPS.

Monsieur le Président, cette pétition est signée par plusieurs Canadiens.